

**Point de presse de la porte-parole -
Méditerranée/Climat/Participation
de M. Jean-Yves Le Drian à la
conférence «Méditerranée du futur»
contre le réchauffement climatique -
Zimbabwe - Climat/Fin des travaux
de la COP23 - Nations
unies/Journée internationale des
droits de l'enfant - Libye/Trafic
d'êtres humains - Déplacements des
parlementaires à l'étranger - Israël
(Paris, 20 novembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Méditerranée - Climat - Participation de M. Jean-Yves Le Drian à la conférence «Méditerranée du futur» contre le réchauffement climatique (Marseille, 21 novembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, interviendra mardi 21 novembre à la conférence «Méditerranée du futur» qui se tiendra à Marseille à l'initiative de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le prince Albert de Monaco, M. Renaud Muselier, président du conseil régional, et de nombreux ministres et personnalités du monde méditerranéen ainsi que des représentants de la Commission européenne et de l'Union pour la Méditerranée prendront part à cette conférence.

«Méditerranée du futur» est la première édition de rencontres ouvertes aux acteurs publics et privés reconnus pour leur contribution à la définition et à la mise en oeuvre de solutions innovantes et ambitieuses en Méditerranée. Cette première rencontre sera consacrée à l'engagement commun des acteurs de la Méditerranée pour lutter contre le réchauffement climatique et atteindre les objectifs fixés par les accords sur le climat, notamment l'Accord de Paris.

La conférence sera l'occasion de définir de nouvelles initiatives de pays méditerranéens sur les villes durables, l'économie verte et bleue, le financement innovant de projets d'atténuation du changement climatique, le développement d'une énergie propre et les engagements locaux en faveur des objectifs mondiaux de développement durable.

Le ministre insistera sur la nécessité de mieux associer les entrepreneurs, innovateurs et créateurs issus de la société civile à notre effort collectif de construction d'un espace partagé en Méditerranée.

Le ministère soutient plus de 300 collectivités françaises engagées dans près de 700 projets de coopération décentralisée avec une dizaine de pays du bassin méditerranéen ainsi que les organisations de la société civile et les entreprises engagées dans l'espace méditerranéen, notamment au travers des «réseaux régionaux multi-acteurs» en cours de constitution dans les 13 régions françaises.

2 - Zimbabwe

En concertation avec ses partenaires, notamment européens, la France suit avec une grande attention les événements en cours au Zimbabwe. Elle rappelle son attachement à la légalité constitutionnelle et au respect des aspirations légitimes du peuple zimbabwéen. Elle encourage toutes les parties en présence à rechercher la résolution de leurs différends dans ce cadre et sans violences. Elle soutient à cet égard les efforts de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe).

Notre ambassade est pleinement mobilisée. Les consignes de prudence adressées à nos compatriotes résidents et de passage ces derniers jours restent d'actualité.

3 - Climat - Fin des travaux de la COP23 (Bonn, 6-17 novembre 2017)

La COP23 a permis d'avancer sur l'ensemble des sujets liés à la mise en oeuvre de l'Accord de Paris.

La France salue la conduite efficace et constructive des négociations par la présidence exercée par la République des Fidji. Elle a permis de rappeler la gravité et la réalité des enjeux du changement climatique pour les plus vulnérables.

Les négociations ont abouti à des premiers projets de texte sur l'ensemble des règles d'application de l'Accord de Paris. Le texte d'application de l'Accord de Paris devra être finalisé et adopté d'ici à la COP24, qui se tiendra fin 2018 à Katowice, en Pologne.

Par ailleurs, des avancées sont notables sur plusieurs sujets. Ainsi ont été adoptés une décision sur les pertes et dommages, un Plan d'action sur le genre ainsi que la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones.

Cette étape franchie, le travail doit s'accélérer sur plusieurs plans :

- celui de la négociation d'un corpus finalisé de l'ensemble des règles de mise en oeuvre de l'Accord de Paris l'année prochaine ;

- celui de l'action climatique, l'ensemble des États et des acteurs de la société civile devant redoubler d'efforts pour contenir le réchauffement climatique et ses impacts ;

- celui des financements car les engagements pris par les pays développés devront être honorés afin d'appuyer la transition dans les pays en voie de développement et les plus vulnérables.

Pour relever le niveau d'ambition, les présidences marocaine et fidjienne de la COP, ont lancé le «Dialogue de Talanoa», dialogue de facilitation décidé à la COP21. Conduit à partir de janvier 2018, il permettra un premier bilan des efforts accomplis et incitera les Parties à relever l'ambition de leurs engagements nationaux. Ce dialogue prendra en compte les efforts des États dans le cadre de l'Accord de Paris et dans la période pré-2020, ainsi que l'action des acteurs non-étatiques. Les résultats du rapport spécial du GIEC sur l'objectif 1,5°C, qui doit être remis en septembre 2018, y auront une place centrale.

Par ailleurs, la COP23 a démontré la mobilisation des acteurs engagés dans le cadre de l'agenda de l'action : publication du «Yearbook», synthèse des actions du Marrakech Partnership, désignation par la Pologne de son champion en vue de la COP24, Tomasz Chruszczow, et très nombreux événements organisés par ou avec la France, dont des manifestations consacrées à l'Alliance solaire internationale, à l'initiative CREWS sur les systèmes d'alerte précoce, ou à l'initiative CAFI sur les forêts d'Afrique centrale ainsi que lancement de nouvelles initiatives comme l'Alliance pour la sortie du charbon ou le Partenariat Insuresilience.

4 - Nations unies - Journée internationale des droits de l'enfant (20 novembre 2017)

À l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, la France appelle à renforcer encore la mobilisation internationale en faveur de la protection des enfants et de la promotion de leurs droits. C'est un sujet sur lequel le ministre a particulièrement insisté lors de son déplacement à New York les 30 et 31 octobre et qui a été une priorité de la présidence française du conseil de sécurité.

Nous sommes engagés à tous les niveaux en faveur de l'accès de tous à l'éducation, ainsi que dans la lutte contre les violences faites aux enfants, les pratiques néfastes et la mortalité maternelle et infantile.

La France oeuvre en particulier à l'échelle internationale à une protection renforcée des enfants dans les conflits armés. C'est à notre initiative qu'ont été créés un mécanisme multilatéral de surveillance et de communication de l'information sur les violations des droits de l'enfant ainsi qu'un groupe de travail du conseil de sécurité chargé de suivre ces violations. En février dernier, en partenariat avec l'UNICEF, nous avons organisé la conférence «Protégeons les enfants de la guerre» pour marquer les dix ans de l'adoption des «Principes et engagements de Paris» et relancer l'engagement international sur ce sujet. Aujourd'hui endossés par 108 États, ils ont pour objectif une mise en oeuvre concrète de la protection des enfants et leur réinsertion dans leur famille ou leur communauté ainsi que la prévention et la lutte contre l'impunité. La France appelle les États qui ne l'ont pas encore fait à endosser ces principes.

L'éducation est également un enjeu crucial pour protéger les vies des filles et adolescentes. Elle permet la réduction des mariages et grossesses précoces et contribue à l'autonomisation des jeunes filles. Dans ce contexte, la France soutient le partenariat mondial pour l'éducation. Elle appuie partout les activités de l'UNICEF. Depuis 2015, ce sont 27 millions d'euros qui lui ont été versés pour ses activités éducatives au profit des enfants réfugiés au Liban et en Jordanie. Nous travaillons aussi en faveur de la lutte contre les violences de genre en milieu scolaire et pour l'accès des jeunes et des adolescents à l'information et à l'éducation complète à la sexualité, afin d'améliorer leur santé et permettre une meilleure compréhension des risques auxquels ils sont exposés.

5 - Libye - Trafic d'êtres humains

La France condamne avec la plus grande fermeté les traitements inhumains et les violences dont sont victimes les migrants en Libye. Ces pratiques abjectes suscitent l'indignation de la France et choquent la conscience mondiale. La France prend note de l'ouverture d'une enquête par les autorités libyennes et souhaite que celle-ci aboutisse dans les meilleurs délais.

Comme l'a fait le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, auprès du ministre de l'intérieur libyen le 4 septembre dernier, la France rappelle aux autorités libyennes leur devoir de protection et d'assistance envers les migrants présents sur leur territoire et la nécessité de pleinement coopérer avec l'OIM et le HCR auxquels la France apporte son plein soutien. Au-delà de la simple humanité, il en va de la crédibilité du gouvernement d'entente nationale comme de l'ensemble des acteurs libyens en situation de venir en aide aux migrants.

Conformément aux engagements du sommet de Paris du 28 août, la France réaffirme sa détermination à lutter avec ses partenaires européens et africains contre le trafic de migrants sous toutes ses formes et à démanteler le modèle économique des trafiquants. Par ailleurs, une mission de protection a été conduite par l'OFPRA au Niger afin de procéder à l'audition de demandeurs d'asile évacués de Libye par le HCR. Cette mission s'inscrit dans les conclusions de ce sommet.

Il n'y aura de réponse durable aux violences et à la traite des migrants par des réseaux criminels que dans le cadre d'une solution politique inclusive et avec l'appui d'une armée unifiée, placée sous l'autorité du pouvoir civil. Dans la continuité de la réunion de La Celle-Saint-Cloud du 25 juillet, et en relation avec l'Union européenne et les partenaires régionaux, la France ne ménage aucun effort en ce sens, en appui de la médiation des Nations unies.

Enfin, la lutte contre le trafic des êtres humains appelle un engagement toujours plus fort de la communauté internationale, notamment des Nations unies. À ce titre, nous saluons la réunion organisée demain par les Nations unies à Tripoli sur la question migratoire.

6 - Déplacements des parlementaires à l'étranger

Q - Lors de la séance des questions au gouvernement du 15 novembre, Mme Nathalie Loiseau, ministre en charge des affaires européennes a désapprouvé le refus d'Israël d'accueillir une délégation de parlementaires européens et français qui avaient notamment l'intention de rencontrer Marwan Barhgouti, emprisonné en Israël pour sa responsabilité dans des attentats ayant causé la mort de nombreux civils. La ministre a exprimé le souhait que ces parlementaires puissent partout avoir «accès à l'ensemble des interlocuteurs qu'ils souhaitent rencontrer pour remplir leur mission d'information». Si une délégation de parlementaires étrangers exprimait le désir de rencontrer dans sa cellule Salah Abdeslam, ou toute autre personne impliqué dans les attentats sanglants commis ces dernières années en France, les autorités françaises accèderaient-elles à cette demande en considérant que ces détenus sont des «interlocuteurs» légitimes ?

R - S'agissant des déplacements des parlementaires français à l'étranger, la ministre chargée de l'Europe a rappelé un principe général.

En ce qui concerne votre question sur Salah Abdeslam, je vous invite à vous adresser au ministère de la justice.

7 - Israël

Q - Pourriez-vous nous expliquer dans quel cadre l'armée de l'air française a participé à des exercices avec l'aviation israélienne (ainsi que d'autres armées européennes mais aussi des États-Unis), la semaine dernière ? Le «Times of Israël» affirme : «Les responsables de l'armée israélienne ont déclaré que l'objectif de l'exercice était triple : renforcer les relations diplomatiques entre les pays, exposer les armées présentes à de nouvelles tactiques et techniques, et améliorer la coopération militaire via des exercices qui exigent que les armées de l'air travaillent de concert». Ce qui tend à montrer que le ministère de la défense n'est pas seul concerné mais également le MAE français. Quel est votre commentaire ? Faut-il mettre ces exercices en relation avec les récentes déclarations du ministre Jean-Yves Le Drian sur les missiles balistiques iraniens ?

R - La France entretient des relations anciennes avec Israël et a développé avec ce pays ami des coopérations dans tous les domaines. Des exercices militaires conjoints se tiennent régulièrement à ce titre entre nos deux pays.

S'agissant des modalités de l'exercice auquel vous faites référence, je vous invite à prendre l'attache du ministère des armées./.